



ARRETE MUNICIPAL n°2024-107 **Portant interdiction temporaire** **de la circulation des piétons** **dans la coulée verte**

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code général des collectivités territoriales, L 2231-1 et L 2213-2,

Vu l'article 610-5 du code pénal modifié par le décret 2022-185 du 15 février 2022,

Vu l'arrêté 2024-102 du 29 mai 2024 autorisant le lancement d'un feu d'artifice groupe K3 et K4 à l'occasion de la fête de l'été,

Considérant que pour la sécurité des usagers il convient d'établir un périmètre de sécurité autour du lieu du feu d'artifice.

ARRETE

Article 1 : La circulation des piétons est strictement interdite dans la coulée verte, parcelle cadastrée n° AA108, le samedi 06 juillet 2024 à partir de 07h00 au dimanche 07 juillet 2024 à 01h00.

Article 2 : Un périmètre de sécurité sera mis en place par les services communaux. Des affiches avertissant de la présence d'artifice et l'interdiction de passage seront apposées sur les barrières à toutes les entrées du site afin de matérialiser l'interdiction.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté municipal donneront lieu à l'établissement d'un procès-verbal, en fonction de la gravité de l'infraction, et les contrevenants seront poursuivis conformément aux textes et lois en vigueur.

Article 4 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services du Département, le Directeur du Service Technique, la police Municipale

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Gendarmerie d'Aix-les-Bains
- Centre de secours

Fait à Grésy-sur-Aix, le 29 mai 2024

Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 03-06-2024
Notifié à l'intéressé le : 03-06-2024
Certifié exécutoire le : 03-06-2024



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.